



CESER Bourgogne Franche-Comté

Séance plénière du 13 Octobre 2026

Rapport 3-2 de l'Exécutif régional : Détermination des dotations de fonctionnement des lycées 2027 pour les EPLE de Bourgogne-Franche-Comté

Intervention de Julien Bernard pour la CGT

Pour la deuxième année consécutive, le budget pour les lycées est en baisse. Pourtant, ce ne sont pas les besoins qui manquent. Les lycéens en colère le disent haut et fort depuis maintenant plusieurs semaines : les conditions d'études ne sont pas acceptables. Outre le manque récurrent et organisé de professeurs sur lequel la Région n'a pas de leviers, les lycéens dénoncent la vétusté de certains bâtiments, du matériel, du mobilier ainsi que les conditions d'hygiène. La Région a engagé un certain nombre de travaux d'isolation et de mise aux normes mais nous savons également que l'enveloppe initiale, réduite à chaque réévaluation du PPI, ne sera pas suffisante pour faire face à tous les besoins.

La prise en charge des charges fixes et des dépenses de viabilisation et d'entretien ne peut pas se faire au détriment de l'activité pédagogique des établissements, même au nom d'une gestion prudente face aux crises en cours, notamment énergétique. A ce titre, l'augmentation des fonds de roulement des établissements, qui conduit la Région à diminuer la DGF de 74 lycées sur 128, est particulièrement inquiétante pour notre organisation. Alors que les établissements ont une autonomie de gestion, leurs budgets répondraient-ils donc à tous les besoins exprimés localement par les lycéens et les personnels pour améliorer la qualité de l'activité éducative et de la vie dans leur établissement ? La CGT ne peut pas le croire et ce n'est pas ce que nous entendons des personnels et du mouvement lycéen en cours. Cette baisse des dotations globales est donc incompréhensible.

De plus, la question des rythmes scolaires est également venue dans les débats avec le slogan : « Stop aux 8h-18h ». Nous l'avons souligné lors de l'autosaisine sur les lycées de demain, beaucoup de jeunes, en particulier dans notre région rurale, ont des amplitudes horaires inacceptables avec notamment des temps de transport beaucoup trop importants. Certains sociologues parlent même de « pénibilité du travail scolaire ». Là encore, la Région a la main et son refus d'évaluation de la situation du transport scolaire ne peut que nous alerter.

Enfin, il n'est pas possible, dans une démocratie digne de ce nom, de s'opposer à la colère de la jeunesse qui manifeste pacifiquement dans son immense majorité que la force violente et aveugle d'une police en roue libre : gaz lacrymogène, grenade assourdissante, voiture bélier, étranglement, noyade, main arrachée, mâchoire fracturée, garde à vue en masse. Cette réponse du gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux et ne règlera aucun des problèmes soulevés, au contraire elle les aggravera.

La CGT votera l'avis.